

**Mesdames et Messieurs les Présidentes
et Présidents de conseil départemental**

**Mesdames et Messieurs les Payeuses et
Payeurs départementaux**

La directrice

Paris, le 23 mars 2020

Dossier suivi par

Julie Reynaud – Tél : 01 53 91 21 71
julie.reynaud@cnsa.fr

Manon Bonnet – 01 53 91 28 21
manon.bonnet@cnsa.fr

Référence : CNSA/DR n° 2020-065438

Objet : Notification initiale des concours nationaux pour l'année 2020 :

- **Concours correspondant au forfait autonomie (FA)**
- **Concours correspondant aux autres actions de prévention (AAP)**

P.J. : trois pièces jointes (tableaux) :

- . Concours AAP 2020 / Prévisionnel – PJ1
- . Concours FA 2020 / Prévisionnel – PJ2
- . Annexe au concours AAP / part indicative correspondant au supplément de 5 M€ accordés au concours prévisionnel pour 2020 – PJ3
- . Note sur le financement des dépensés liées à l'ingénierie des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) dans le cadre du concours « autres actions de prévention »

Copies : Monsieur le Président de l'Assemblée des départements de France

Mesdames et Messieurs les Directeurs de la DGCS, de la DSS, du Budget, de la DGCL et de la DGFiP

Mesdames et Messieurs les Préfètes et Préfets de département

Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs financiers des services départementaux

La présente notification a tout d'abord pour objet de préciser les conditions de versement par la CNSA des deux concours nationaux relatifs à la conférence des financeurs et de leurs acomptes en référence à l'arrêté du 28 février 2020.

Elle précise également les informations sur la transmission des éléments nécessaires au calcul des soldes au titre de 2020.

1- Mobilisation du concours AAP pour le soutien aux proches aidants

L'article 3 de la loi du 22 mai 2019 instaure la possibilité de financer par le concours « autres actions de prévention » les actions relevant de l'axe n°5 du programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention, défini par les conférences des financeurs : soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en situation de perte d'autonomie.

Cette ouverture s'est inscrite dans un cadre budgétaire inchangé en 2019, c'est-à-dire dans le cadre du montant du concours « autres actions de prévention » alloué aux départements la même année.

Pour répondre aux enjeux de la stratégie de mobilisation et de soutien en faveur des aidants lancée par le gouvernement le 23 octobre 2019 et afin de permettre de développer davantage la mise en œuvre d'actions de soutien aux proches aidants, le montant du concours « autres actions de prévention » bénéficie en 2020 de 5 millions d'euros supplémentaires et passe ainsi à 145 millions d'euros. Ces crédits supplémentaires sont identifiés dans le tableau annexé à la présente notification (PJ n°3).

L'enveloppe du concours reste toutefois disponible en totalité pour toutes les actions relevant de son champ. Le supplément de 5 M€ ne constitue ni une sous enveloppe ni une enveloppe limitative des actions en faveur des aidants.

L'outil de pilotage de la conférence des financeurs permettra de suivre la part du concours mobilisée pour le financement de ces actions.

Il est envisagé que le concours soit augmenté de 5 M€ en 2021 puis à nouveau de 5 M€ en 2022, portant ainsi à 15 M€ les moyens supplémentaires destinés à l'accompagnement des aidants.

Pour rappel et conformément aux dispositions prévues par la loi ASV¹ et de la loi du 22 mai 2019², les actions d'accompagnement des proches aidants désormais éligibles aux concours sont les actions qui visent notamment à les **informer, à les former et à leur apporter un soutien psychosocial**. Pour le financement de ces actions, les membres des conférences sont invités, dans l'attente de la mise à jour du guide technique de la conférence des financeurs, à s'appuyer sur les repères méthodologiques décrits dans le guide d'appui à la mobilisation de la section IV de la CNSA³.

2- Valorisation des dépenses d'ingénierie : exercices 2019 et 2020

Rappel concernant l'exercice 2019 : à titre exceptionnel, les dépenses liées aux frais d'ingénierie étaient éligibles au titre du concours « autres actions de prévention » 2019, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Elles ne dépassent pas 10% des **dépenses mandatées** pour le financement des actions de prévention au titre d'un exercice ;
- Elles sont plafonnées à 60 000 € par exercice.

Exercice 2020 : les frais d'ingénierie seront à nouveau pris en charge dans le cadre du concours « autres actions de prévention », dans les conditions suivantes :

- Dans limite de **80 000 €** par département ;
- Dans la limite de **10 % des dépenses mandatées** pour le financement des actions de prévention au titre de l'exercice 2020.

¹ Article R 233-8 CASF

² Loi n° 2019-485 visant à favoriser la reconnaissance des proches aidants

³ https://www.cnsa.fr/documentation/exe_cnsa_guide_methodologique_db.pdf

Une note annexée à la présente notification apporte plus d'information sur le financement des dépenses liées à l'ingénierie des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) dans le cadre du concours « autres actions de prévention »

3- Modalités de calcul et versement des acomptes⁴

3-1. Montant des concours et des acomptes

- Les montants annuels des deux concours sont fixés par un arrêté annuel⁵. Les articles R14-10-42-1 à 6 du code de l'action sociale et des familles fixent les modalités de calcul et de versement des deux concours.
- Ils sont répartis entre les départements/métropoles de la façon suivante :
 - L'enveloppe globale affectée au concours au titre des aides techniques individuelles, des actions de prévention et des autres actions collectives de prévention est répartie en fonction du nombre de personnes âgées de 60 ans et plus : **145 M€** pour 2020 ;
 - Le concours au titre du forfait autonomie est réparti en fonction du nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles au forfait autonomie : **40 M€** pour 2020.
- Les deux concours sont chacun notifiés au plus tard le 31 mars de l'année et font l'objet au plus tard à cette date d'un acompte de **70 %** de leur montant annuel.
- Chacune des enveloppes constitue un montant maximal, qui est éventuellement diminué des crédits non utilisés au titre d'un précédent exercice.

Il est à noter que les dispositions du concours correspondant au forfait autonomie ne sont pas applicables aux départements et collectivités d'outre-mer.

Les tableaux de répartition et les échéanciers d'acomptes des concours prévisionnels figurent en P.J.1 et 2.

3-2. Calcul des soldes 2020

Lorsque les crédits attribués au titre d'un exercice précédent n'ont pas été utilisés par un département, une régularisation est effectuée en prélevant les sommes nécessaires sur le montant du concours de l'exercice en cours alloué à ce département, après répartition.

Les soldes du concours 2020 des départements éventuellement concernés seront réduits selon la consommation effective des crédits en 2019 inscrite dans l'état récapitulatif des dépenses transmis au plus tard le 30 juin 2020.

Ainsi, le versement du solde de chaque département dépend :

- **du critère de répartition** de chacune des deux enveloppes (cf. § 2-1)
- **des dépenses éligibles aux concours, mandatées en 2019⁶.**

Le versement des deux soldes sera effectué au 30 septembre du même exercice que l'acompte (2020), sous réserve que le département ou la métropole ait communiqué les documents dans les délais mentionnés au point 3.1. Dans le cas contraire, la CNSA suspendra le versement du solde concerné jusqu'à ce que le département ait envoyé les documents.

⁴ Articles L14-10-10 et R14-10-42-1 à 6 du code de l'action sociale et des familles

⁵ Arrêté du 28 février 2020

⁶ Cf. notification du 16 octobre 2019

4- Transmission des documents à la CNSA

4-1. Données à transmettre à la CNSA

En vertu de l'article R14-10-42-6, et à l'instar des concours APA et PCH, les départements communiquent à la CNSA **au 30 juin** :

- **L'état récapitulatif des dépenses** correspondant aux actions prévues aux 1°, 4° et 6° de l'article L. 233-1⁷ et celles exposées pour des actions prévues au 2° du même article réalisées par le département au titre de la conférence des financeurs.
- **Le rapport d'activité** et les données nécessaires au suivi de l'activité de la conférence des financeurs (articles R14-10-42-5 et R233-19).
- Les dépenses d'ingénierie (cf. § 2) sont à indiquer dans l'état de dépense, sous réserve des conditions mentionnées au § 2.

En cas d'incohérences constatées sur les données par la CNSA, la limite de retour des données corrigées par le département est fixée au 31 août 2020 (article R14-10-42-5).

Pour votre information, de par **l'arrêté du 21 décembre 2016** relatif à l'instruction budgétaire et comptable M. 52 des départements et de leurs établissements publics administratifs, trois rubriques ont été créées au sein de la sous-fonction « 53 - Personnes âgées » : 531 Forfait autonomie ; 532 Autres actions de prévention ; 538 Autres.

L'instruction budgétaire et comptable M. 57 (utilisée notamment par la Guyane, la Martinique et la métropole de Lyon) est également modifiée par l'arrêté du 21 décembre 2016 avec la création des trois rubriques suivantes au sein de la sous-fonction « 423 Personnes âgées » : 4231 Forfait autonomie ; 4232 Autres actions de prévention ; 4238 Autres

Ces rubriques permettent aux départements de recenser les dépenses de l'exercice 2020 qui devront être déclarées en 2021 à la Caisse pour le calcul des deux concours conférence des financeurs.

De plus, pour la comptabilisation des concours par les départements (en recette), le compte 747814 « Dotation versée au titre de la Conférence des financeurs » est créé, ainsi que les deux subdivisions 7478141 « Part autonomie » et 7478142 « Part prévention ».

4-2. Modalités de transmission

- L'état des dépenses sera inclus dans **le nouvel outil de pilotage « SI conférence des financeurs »** comportant toutes les données à transmettre à la CNSA au titre de 2019. Cet onglet à compléter est intitulé « Etat des dépenses ».
- L'outil sera accessible en ligne via un navigateur internet à compter du **1^{er} février 2020**. La création de comptes utilisateurs est nécessaire pour y accéder. Pour plus d'informations, vous pouvez écrire à l'adresse : conferencedesfinanceurs@cnsa.fr. Un guide de remplissage sera disponible sur l'espace de travail partagé (ou sur demande à l'adresse précédemment citée).
- La transmission de l'état des dépenses par le département à la CNSA sera effectuée directement via le nouvel outil (renseignement du tableau et transmission de la version PDF signée et scannée).
- **Les dépenses d'APA ne doivent pas être indiquées dans cet état mais dans l'état récapitulatif des dépenses d'APA.**
- **Il est demandé que l'état récapitulatif des dépenses (à retourner à la CNSA) comporte la signature du payeur départemental et de l'ordonnateur.**

⁷ Décrets n°2016-209 et n°2016-210 du 26 février 2016

La présente note ainsi que les tableaux de répartition sont publiés sur le **site internet de la CNSA**, Rubrique « Budget et Financement », « Concours aux départements », « Concours conférence des financeurs : « Notification initiale des concours 2020 conférence des financeurs ».

La direction des ressources et la direction de la compensation de la CNSA sont à votre disposition et à celle de vos services pour répondre à toute demande d'information complémentaire.

SIGNE

Virginie Magnant

Concours autres actions de prévention 2020

TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2019

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention (arrêté du 28 février 2020)	145 000 000,00 €
Acompte correspondant à 70% du montant (article R14-10-42-3 du CASF)	101 500 100,00 €
Acompte après reprise des crédits non utilisés, à verser au 31 mars	88 246 408,99 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R14-10-42-1 du CASF)

Formule : $Fd = A \times Pad / \Sigma Pad$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole
A = montant total des crédits attribués au niveau national
Pad = nombre de personnes âgées de 60 ans et plus (INSEE)

Euros

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
	Données au 31/12/2019	100%	70%		
01 AIN	155 543	1 288 158,08	901 700,00		901 700,00
02 AISNE	144 130	1 193 639,21	835 500,00		835 500,00
03 ALLIER	116 219	962 489,11	673 700,00		673 700,00
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	55 030	455 741,11	319 000,00	101 466,70	217 533,30
05 HAUTES-ALPES	44 746	370 572,26	259 400,00		259 400,00
06 ALPES-MARITIMES	333 130	2 758 877,61	1 931 200,00		1 931 200,00
07 ARDÈCHE	104 868	868 483,71	607 900,00		607 900,00
08 ARDENNES	77 999	645 963,12	452 200,00		452 200,00
09 ARIÈGE	51 218	424 171,32	296 900,00		296 900,00
10 AUBE	86 595	717 152,48	502 000,00		502 000,00
11 AUDE	123 394	1 021 910,20	715 300,00		715 300,00
12 AVEYRON	96 591	799 936,20	560 000,00		560 000,00
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	536 228	4 440 871,20	3 108 600,00	1 646 571,02	1 462 028,98
14 CALVADOS	197 876	1 638 746,63	1 147 100,00		1 147 100,00
15 CANTAL	52 136	431 773,91	302 200,00		302 200,00
16 CHARENTE	114 915	951 689,79	666 200,00		666 200,00
17 CHARENTE MARITIME	226 699	1 877 449,63	1 314 200,00	128 009,20	1 186 190,80
18 CHER	98 989	819 795,68	573 900,00		573 900,00
19 CORRÈZE	83 363	690 386,08	483 300,00		483 300,00
20 COLLECTIVITE DE CORSE	101 859	843 564,12	590 500,00		590 500,00
21 CÔTE-D'OR	144 936	1 200 314,25	840 200,00		840 200,00
22 CÔTES-D'ARMOR	200 386	1 659 533,66	1 161 700,00		1 161 700,00
23 CREUSE	45 818	379 450,23	265 600,00		265 600,00
24 DORDOGNE	151 810	1 257 242,55	880 100,00		880 100,00
25 DOUBS	138 353	1 145 795,92	802 100,00		802 100,00
26 DRÔME	146 626	1 214 310,29	850 000,00	326 625,32	523 374,68
27 EURE	157 047	1 300 613,73	910 400,00		910 400,00
28 EURE-ET-LOIR	117 626	974 141,44	681 900,00		681 900,00
29 FINISTÈRE	271 882	2 251 640,99	1 576 100,00	317 396,42	1 258 703,58
30 GARD	223 148	1 848 041,37	1 293 600,00		1 293 600,00
31 HAUTE-GARONNE	299 275	2 478 501,17	1 735 000,00		1 735 000,00
32 GERS	66 963	554 566,45	388 200,00	119 275,37	268 924,63
33 GIRONDE	403 490	3 341 576,94	2 339 100,00		2 339 100,00
34 HÉRAULT	321 484	2 662 429,11	1 863 700,00	590 267,86	1 273 432,14
35 ILLE-ET-VILAINE	252 256	2 089 104,64	1 462 400,00		1 462 400,00
36 INDRE	77 644	643 023,12	450 100,00	353 557,78	96 542,22
37 INDRE ET LOIRE	171 737	1 422 271,68	995 600,00	647 232,38	348 367,62
38 ISÈRE	306 385	2 537 383,95	1 776 200,00	638 345,32	1 137 854,68
39 JURA	78 893	653 366,95	457 400,00		457 400,00
40 LANDES	133 167	1 102 847,10	772 000,00		772 000,00
41 LOIR-ET-CHER	104 362	864 293,17	605 000,00		605 000,00
42 LOIRE	217 396	1 800 405,12	1 260 300,00	245 235,95	1 015 064,05
43 HAUTE-LOIRE	70 879	586 997,53	410 900,00		410 900,00
44 LOIRE-ATLANTIQUE	340 937	2 823 532,72	1 976 500,00	268 876,15	1 707 623,85
45 LOIRET	178 966	1 482 139,98	1 037 500,00	255 226,84	782 273,16
46 LOT	65 914	545 878,96	382 100,00	107 890,95	274 209,05
47 LOT-ET-GARONNE	109 928	910 389,03	637 300,00		637 300,00
48 LOZÈRE	24 781	205 228,43	143 700,00		143 700,00
49 MAINE-ET-LOIRE	215 165	1 781 928,68	1 247 400,00		1 247 400,00
50 MANCHE	158 215	1 310 286,74	917 200,00		917 200,00
51 MARNE	145 534	1 205 266,69	843 700,00		843 700,00
52 HAUTE-MARNE	56 015	463 898,57	324 700,00	22 851,20	301 848,80
53 MAYENNE	87 031	720 763,30	504 500,00	219 517,22	284 982,78
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	188 888	1 564 310,85	1 095 000,00		1 095 000,00
55 MEUSE	55 697	461 264,99	322 900,00	26 946,70	295 953,30
56 MORBIHAN	238 919	1 978 651,82	1 385 100,00	213 122,18	1 171 977,82
57 MOSELLE	277 921	2 301 654,08	1 611 200,00	602 128,82	1 009 071,18
58 NIÈVRE	76 013	629 515,70	440 700,00		440 700,00
59 NORD	592 945	4 910 583,51	3 437 400,00	374 890,54	3 062 509,46
60 OISE	191 374	1 584 899,12	1 109 400,00		1 109 400,00
61 ORNE	93 670	775 745,40	543 000,00		543 000,00

Départements	Population de 60 ans et plus	Montant prévisionnel du concours AAP	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
	Données au 31/12/2019	100%	70%		
62 PAS-DE-CALAIS	368 624	3 052 827,72	2 137 000,00	988 851,07	1 148 148,93
63 PUY-DE-DÔME	186 340	1 543 209,12	1 080 200,00		1 080 200,00
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	208 949	1 730 449,73	1 211 300,00		1 211 300,00
65 HAUTES-PYRÉNÉES	79 582	659 073,03	461 400,00	130 079,77	331 320,23
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	157 437	1 303 843,59	912 700,00		912 700,00
67 BAS-RHIN	280 387	2 322 076,72	1 625 500,00	5 188,30	1 620 311,70
68 HAUT-RHIN	201 690	1 670 332,98	1 169 200,00	247 824,89	921 375,11
69 RHÔNE	112 603	932 542,54	652 800,00		652 800,00
69 METROPOLE DE LYON	302 251	2 503 147,47	1 752 200,00		1 752 200,00
70 HAUTE-SAÔNE	71 364	591 014,14	413 700,00		413 700,00
71 SAÔNE-ET-LOIRE	181 465	1 502 835,91	1 052 000,00		1 052 000,00
72 SARTHE	162 154	1 342 908,29	940 000,00		940 000,00
73 SAVOIE	118 236	979 193,27	685 400,00		685 400,00
74 HAUTE-SAVOIE	184 128	1 524 890,03	1 067 400,00	327 350,98	740 049,02
75 PARIS	479 433	3 970 512,92	2 779 400,00		2 779 400,00
76 SEINE-MARITIME	328 327	2 719 100,68	1 903 400,00		1 903 400,00
77 SEINE-ET-MARNE	284 422	2 355 493,31	1 648 800,00	592 095,35	1 056 704,65
78 YVELINES	319 284	2 644 209,40	1 850 900,00		1 850 900,00
79 DEUX-SÈVRES	112 459	931 349,97	651 900,00	137 680,03	514 219,97
80 SOMME	150 502	1 246 410,10	872 500,00	97 086,11	775 413,89
81 TARN	124 362	1 029 926,87	720 900,00		720 900,00
82 TARN-ET-GARONNE	74 431	616 414,07	431 500,00		431 500,00
83 VAR	353 221	2 925 264,94	2 047 700,00	989 272,99	1 058 427,01
84 VAUCLUSE	161 504	1 337 525,20	936 300,00	430 033,44	506 266,56
85 VENDÉE	212 733	1 761 787,62	1 233 300,00	397 408,56	835 891,44
86 VIENNE	125 717	1 041 148,55	728 800,00		728 800,00
87 HAUTE-VIENNE	117 611	974 017,21	681 800,00		681 800,00
88 VOSGES	114 975	952 186,69	666 500,00		666 500,00
89 YONNE	106 099	878 678,46	615 100,00		615 100,00
90 TERRITOIRE DE BELFORT	37 705	312 260,92	218 600,00		218 600,00
91 ESSONNE	263 207	2 179 797,37	1 525 900,00	713 108,18	812 791,82
92 HAUTS-DE-SEINE	324 544	2 687 771,06	1 881 400,00		1 881 400,00
93 SEINE-SAINT-DENIS	277 959	2 301 968,78	1 611 400,00	905 379,86	706 020,14
94 VAL-DE-MARNE	283 841	2 350 681,65	1 645 500,00		1 645 500,00
95 VAL-D'OISE	236 383	1 957 649,46	1 370 400,00		1 370 400,00
971 GUADELOUPE	100 090	828 913,82	580 200,00		580 200,00
972 MARTINIQUE	105 231	871 489,96	610 000,00		610 000,00
973 GUYANE	26 240	217 311,41	152 100,00		152 100,00
974 RÉUNION	153 455	1 270 865,92	889 600,00		889 600,00
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	1 337	11 072,61	7 800,00		7 800,00
976 MAYOTTE	11 542	95 587,20	66 900,00	56 560,89	10 339,11
977 SAINT-BARTHELEMY	1 348	11 163,71	7 800,00	7 362,41	437,59
978 SAINT-MARTIN	4 339	35 934,23	25 200,00	22 974,26	2 225,74
TOTAL	17 508 515	145 000 000,00	101 500 100,00	13 253 691,01	88 246 408,99

Annexe accompagnement aux aidants

Montant du concours correspondant aux autres actions de prévention (arrêté du 28 février 2020)	145 000 000,00 €
dont part supplémentaire permettant le financement de l'accompagnement des aidants	5 000 000,00 €

Euros

Départements	Montant prévisionnel du concours AAP	dont moyens supplémentaires pour l'accompagnement des aidants
01 AIN	1 288 158,08	44 419,24
02 AISNE	1 193 639,21	41 159,97
03 ALLIER	962 489,11	33 189,28
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	455 741,11	15 715,21
05 HAUTES-ALPES	370 572,26	12 778,35
06 ALPES-MARITIMES	2 758 877,61	95 133,71
07 ARDÈCHE	868 483,71	29 947,71
08 ARDENNES	645 963,12	22 274,59
09 ARIÈGE	424 171,32	14 626,60
10 AUBE	717 152,48	24 729,40
11 AUDE	1 021 910,20	35 238,28
12 AVEYRON	799 936,20	27 584,01
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	4 440 871,20	153 133,49
14 CALVADOS	1 638 746,63	56 508,50
15 CANTAL	431 773,91	14 888,76
16 CHARENTE	951 689,79	32 816,89
17 CHARENTE MARITIME	1 877 449,63	64 739,64
18 CHER	819 795,68	28 268,82
19 CORRÈZE	690 386,08	23 806,42
20 COLLECTIVITE DE CORSE	843 564,12	29 088,42
21 CÔTE-D'OR	1 200 314,25	41 390,15
22 CÔTES-D'ARMOR	1 659 533,66	57 225,30
23 CREUSE	379 450,23	13 084,49
24 DORDOGNE	1 257 242,55	43 353,19
25 DOUBS	1 145 795,92	39 510,20
26 DRÔME	1 214 310,29	41 872,77
27 EURE	1 300 613,73	44 848,75
28 EURE-ET-LOIR	974 141,44	33 591,08
29 FINISTÈRE	2 251 640,99	77 642,79
30 GARD	1 848 041,37	63 725,56
31 HAUTE-GARONNE	2 478 501,17	85 465,56
32 GERS	554 566,45	19 122,98
33 GIRONDE	3 341 576,94	115 226,79
34 HÉRAULT	2 662 429,11	91 807,90
35 ILLE-ET-VILAINE	2 089 104,64	72 038,09
36 INDRE	643 023,12	22 173,21
37 INDRE ET LOIRE	1 422 271,68	49 043,85
38 ISÈRE	2 537 383,95	87 496,00
39 JURA	653 366,95	22 529,89
40 LANDES	1 102 847,10	38 029,21
41 LOIR-ET-CHER	864 293,17	29 803,21
42 LOIRE	1 800 405,12	62 082,94
43 HAUTE-LOIRE	586 997,53	20 241,29
44 LOIRE-ATLANTIQUE	2 823 532,72	97 363,20
45 LOIRET	1 482 139,98	51 108,28
46 LOT	545 878,96	18 823,41
47 LOT-ET-GARONNE	910 389,03	31 392,73
48 LOZÈRE	205 228,43	7 076,84
49 MAINE-ET-LOIRE	1 781 928,68	61 445,82

Départements	Montant prévisionnel du concours AAP	dont moyens supplémentaires pour l'accompagnement des aidants
50 MANCHE	1 310 286,74	45 182,30
51 MARNE	1 205 266,69	41 560,92
52 HAUTE-MARNE	463 898,57	15 996,50
53 MAYENNE	720 763,30	24 853,91
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	1 564 310,85	53 941,75
55 MEUSE	461 264,99	15 905,69
56 MORBIHAN	1 978 651,82	68 229,37
57 MOSELLE	2 301 654,08	79 367,38
58 NIÈVRE	629 515,70	21 707,44
59 NORD	4 910 583,51	169 330,47
60 OISE	1 584 899,12	54 651,69
61 ORNE	775 745,40	26 749,84
62 PAS-DE-CALAIS	3 052 827,72	105 269,92
63 PUY-DE-DÔME	1 543 209,12	53 214,11
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	1 730 449,73	59 670,68
65 HAUTES-PYRÉNÉES	659 073,03	22 726,66
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	1 303 843,59	44 960,12
67 BAS-RHIN	2 322 076,72	80 071,61
68 HAUT-RHIN	1 670 332,98	57 597,69
69 RHÔNE	932 542,54	32 156,64
69 METROPOLE DE LYON	2 503 147,47	86 315,43
70 HAUTE-SAÔNE	591 014,14	20 379,80
71 SAÔNE-ET-LOIRE	1 502 835,91	51 821,93
72 SARTHE	1 342 908,29	46 307,18
73 SAVOIE	979 193,27	33 765,29
74 HAUTE-SAVOIE	1 524 890,03	52 582,41
75 PARIS	3 970 512,92	136 914,24
76 SEINE-MARITIME	2 719 100,68	93 762,09
77 SEINE-ET-MARNE	2 355 493,31	81 223,91
78 YVELINES	2 644 209,40	91 179,63
79 DEUX-SÈVRES	931 349,97	32 115,52
80 SOMME	1 246 410,10	42 979,66
81 TARN	1 029 926,87	35 514,72
82 TARN-ET-GARONNE	616 414,07	21 255,66
83 VAR	2 925 264,94	100 871,20
84 VAUCLUSE	1 337 525,20	46 121,56
85 VENDÉE	1 761 787,62	60 751,30
86 VIENNE	1 041 148,55	35 901,67
87 HAUTE-VIENNE	974 017,21	33 586,80
88 VOSGES	952 186,69	32 834,02
89 YONNE	878 678,46	30 299,26
90 TERRITOIRE DE BELFORT	312 260,92	10 767,62
91 ESSONNE	2 179 797,37	75 165,43
92 HAUTS-DE-SEINE	2 687 771,06	92 681,76
93 SEINE-SAINT-DENIS	2 301 968,78	79 378,23
94 VAL-DE-MARNE	2 350 681,65	81 057,99
95 VAL-D'OISE	1 957 649,46	67 505,15
971 GUADELOUPE	828 913,82	28 583,24
972 MARTINIQUE	871 489,96	30 051,38
973 GUYANE	217 311,41	7 493,50
974 RÉUNION	1 270 865,92	43 822,96
975 SAINT-PIERRE-et-MIQUELON	11 072,61	381,81
976 MAYOTTE	95 587,20	3 296,11
977 SAINT-BARTHELEMY	11 163,71	384,96
978 SAINT-MARTIN	35 934,23	1 239,11
TOTAL	145 000 000,00	5 000 000,00

Concours forfait autonomie 2020

TOTAL PREVISIONNEL et ACOMPTE

APPLICATION DE LA FORMULE DE RÉPARTITION PAR DÉPARTEMENT SUR LA BASE DES DONNEES DISPONIBLES AU 31/12/2019

Montant du concours correspondant au forfait autonomie (arrêté du 28 février 2020)	40 000 000,00 €
Acomptes correspondant à 70% du montant, à verser au 31 mars (article R14-10-42-3 du CASF)	26 897 631,10 €

Critères (décret n° 2016-212 du 26 février 2016 - article R14-10-42-2 du CASF)

Formule : $Fd = A \times PRad / \Sigma PRAd$

Fd = fraction attribuée à chaque département/métropole

A = montant total des crédits attribués au niveau national

PRAd = nombre de places autorisées dans les résidences autonomie éligibles (FINESS)

Euros

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte prévu		Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
			Données au 31/12/2019	100%		
01 AIN	1 403	459 853,00		321 900,00		321 900,00
02 AISNE	449	147 166,07		103 000,00	13 579,38	89 420,62
03 ALLIER	402	131 761,16		92 200,00		92 200,00
04 ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE	305	99 968,04		70 000,00		70 000,00
05 HAUTES-ALPES	57	18 682,55		13 100,00		13 100,00
06 ALPES-MARITIMES	1 392	456 247,59		319 400,00		319 400,00
07 ARDÈCHE	683	223 862,86		156 700,00		156 700,00
08 ARDENNES	362	118 650,60		83 100,00		83 100,00
09 ARIÈGE	116	38 020,63		26 600,00		26 600,00
10 AUBE	510	167 159,68		117 000,00		117 000,00
11 AUDE	234	76 696,79		53 700,00		53 700,00
12 AVEYRON	368	120 617,18		84 400,00		84 400,00
13 BOUCHES-DU-RHÔNE	3 026	991 814,09		694 300,00	100 157,96	594 142,04
14 CALVADOS	2 305	755 496,19		528 800,00		528 800,00
15 CANTAL	65	21 304,66		14 900,00		14 900,00
16 CHARENTE	552	180 925,77		126 600,00		126 600,00
17 CHARENTE MARITIME	1 148	376 273,16		263 400,00		263 400,00
18 CHER	626	205 180,31		143 600,00		143 600,00
19 CORRÈZE	577	189 119,87		132 400,00		132 400,00
21 CÔTE-D'OR	295	96 690,40		67 700,00		67 700,00
22 CÔTES-D'ARMOR	821	269 094,31		188 400,00		188 400,00
23 CREUSE	79	25 893,36		18 100,00		18 100,00
24 DORDOGNE	847	277 616,17		194 300,00		194 300,00
25 DOUBS	718	235 334,61		164 700,00		164 700,00
26 DRÔME	610	199 936,09		140 000,00	6 159,09	133 840,91
27 EURE	2 127	697 154,19		488 000,00		488 000,00
28 EURE-ET-LOIR	346	113 406,37		79 400,00		79 400,00
29 FINISTÈRE	470	154 049,12		107 800,00		107 800,00
30 GARD	938	307 442,70		215 200,00		215 200,00
31 HAUTE-GARONNE	1 129	370 045,64		259 000,00		259 000,00
32 GERS	115	37 692,87		26 400,00		26 400,00
33 GIRONDE	4 409	1 445 111,81		1 011 600,00		1 011 600,00
34 HÉRAULT	324	106 195,56		74 300,00		74 300,00
35 ILLE-ET-VILAINE	1 191	390 367,01		273 300,00		273 300,00
36 INDRE	244	79 974,43		56 000,00	17 817,44	38 182,56
37 INDRE ET LOIRE	1 457	477 552,26		334 300,00		334 300,00
38 ISÈRE	2 111	691 909,96		484 300,00		484 300,00
39 JURA	682	223 535,10		156 500,00		156 500,00
40 LANDES	45	14 749,38		10 300,00		10 300,00
41 LOIR-ET-CHER	472	154 704,64		108 300,00		108 300,00
42 LOIRE	1 859	609 313,42		426 500,00		426 500,00
43 HAUTE-LOIRE	52	17 043,73		11 900,00		11 900,00
44 LOIRE-ATLANTIQUE	1 314	430 682,00		301 500,00		301 500,00
45 LOIRET	857	280 893,81		196 600,00		196 600,00
46 LOT	655	214 685,47		150 300,00		150 300,00
47 LOT-ET-GARONNE	663	217 307,58		152 100,00		152 100,00
48 LOZÈRE	66	21 632,43		15 100,00		15 100,00
49 MAINE-ET-LOIRE	3 530	1 157 007,19		809 900,00		809 900,00
50 MANCHE	1 598	523 766,99		366 600,00		366 600,00
51 MARNE	2 067	677 488,34		474 200,00		474 200,00
52 HAUTE-MARNE	212	69 485,98		48 600,00		48 600,00
53 MAYENNE	424	138 971,97		97 300,00		97 300,00
54 MEURTHE-ET-MOSELLE	2 396	785 322,72		549 700,00		549 700,00
55 MEUSE	366	119 961,65		84 000,00		84 000,00
56 MORBIHAN	1 374	450 347,84		315 200,00		315 200,00
57 MOSELLE	2 330	763 690,30		534 600,00		534 600,00
58 NIÈVRE	253	82 924,31		58 000,00		58 000,00
59 NORD	5 452	1 786 969,74		1 250 900,00		1 250 900,00
60 OISE	2 518	825 309,94		577 700,00	3 344,90	574 355,10
61 ORNE	1 061	347 757,68		243 400,00	14 876,22	228 523,78
62 PAS-DE-CALAIS	3 382	1 108 498,10		775 900,00		775 900,00
63 PUY-DE-DÔME	725	237 628,95		166 300,00		166 300,00
64 PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	686	224 846,16		157 400,00		157 400,00
65 HAUTES-PYRÉNÉES	180	58 997,53		41 300,00	15 218,85	26 081,15
66 PYRÉNÉES-ORIENTALES	545	178 631,42		125 000,00		125 000,00
67 BAS-RHIN	960	314 653,51		220 300,00		220 300,00
68 HAUT-RHIN	1 470	481 813,19		337 300,00		337 300,00
69 RHÔNE	939	307 770,47		215 400,00		215 400,00

Départements	Nombre de places autorisées	Montant prévisionnel du concours FA	Acompte prévu	Reliquat des crédits non utilisés en 2018 à reprendre	Acompte à verser
	Données au 31/12/2019	100%	70%		
69 METROPOLE DE LYON	3 435	1 125 869,60	788 100,00		788 100,00
70 HAUTE-SAÔNE	460	150 771,47	105 500,00	54 777,06	50 722,94
71 SAÔNE-ET-LOIRE	2 036	667 327,66	467 100,00		467 100,00
72 SARTHE	2 052	672 571,88	470 800,00	127 924,88	342 875,12
73 SAVOIE	837	274 338,53	192 000,00		192 000,00
74 HAUTE-SAVOIE	750	245 823,06	172 100,00		172 100,00
75 PARIS	6 628	2 172 420,29	1 520 700,00	206 495,42	1 314 204,58
76 SEINE-MARITIME	5 479	1 795 819,37	1 257 100,00		1 257 100,00
77 SEINE-ET-MARNE	2 204	722 392,02	505 700,00		505 700,00
78 YVELINES	2 803	918 722,70	643 100,00		643 100,00
79 DEUX-SÈVRES	696	228 123,80	159 700,00		159 700,00
80 SOMME	344	112 750,84	78 900,00	30 302,13	48 597,87
81 TARN	287	94 068,29	65 800,00		65 800,00
82 TARN-ET-GARONNE	135	44 248,15	31 000,00		31 000,00
83 VAR	1 771	580 470,18	406 300,00	1 151,68	405 148,32
84 VAUCLUSE	1 080	353 985,20	247 800,00		247 800,00
85 VENDÉE	1 018	333 663,83	233 600,00	212 782,00	20 818,00
86 VIENNE	1 405	460 508,53	322 400,00		322 400,00
87 HAUTE-VIENNE	485	158 965,58	111 300,00		111 300,00
88 VOSGES	562	184 203,41	128 900,00	26 344,40	102 555,60
89 YONNE	32	10 488,45	7 300,00		7 300,00
90 TERRITOIRE DE BELFORT	120	39 331,69	27 500,00		27 500,00
91 ESSONNE	3 228	1 058 022,44	740 600,00	92 092,24	648 507,76
92 HAUTS-DE-SEINE	3 160	1 035 734,48	725 000,00	47 729,44	677 270,56
93 SEINE-SAINT-DENIS	3 163	1 036 717,77	725 700,00		725 700,00
94 VAL-DE-MARNE	3 474	1 138 652,40	797 100,00	8 471,48	788 628,52
95 VAL-D'OISE	2 451	803 349,75	562 300,00	122 544,33	439 755,67
TOTAL	122 039	40 000 000,00	27 999 400,00	1 101 768,90	26 897 631,10



Caisse nationale de
solidarité pour l'autonomie

Direction de la compensation

NOTE

Objet : financement des dépenses liées à l'ingénierie des conférences des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie (CFPPA) dans le cadre du concours « autres actions de prévention »

La loi du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement a créé dans chaque département une conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie. A ce titre, chaque Département perçoit deux concours financiers de la CNSA.

En 2016 et 2017, des crédits d'ingénierie vous ont été, de manière complémentaire et non reductible, alloués dans le cadre d'une convention particulière conclue avec la CNSA afin de soutenir le développement local et opérationnel du dispositif.

Si la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement n'a pas explicitement prévu la possibilité de financer dans le cadre des concours des dépenses d'ingénierie, il ressort de l'analyse des rapports d'activité des conférences des financeurs au titre de 2016 et de 2017 que l'ingénierie des projets constitue un levier indispensable à la concrétisation des actions de prévention en direction des personnes âgées.

En 2018 et 2019, la CNSA vous a informé de l'éligibilité, à titre exceptionnel, des dépenses d'ingénierie au titre du concours « autres actions de prévention » dans la mesure où elles contribuent de façon décisive à la mise en œuvre des programmes de prévention.

En 2020, dans le cadre des dispositions prévues par la loi ELAN, les conseils départementaux qui ne l'ont pas fait, devront, avec leurs partenaires, installer les conférences des financeurs de l'habitat inclusif, et formaliser, avec les membres réunis dans cette nouvelle configuration, un diagnostic partagé de l'offre et des besoins ainsi qu'un programme coordonné des financements pour l'habitat inclusif.

Par ailleurs, l'article 3 de la loi du 22 mai 2019 instaure la possibilité de financer par le concours « autres actions de prévention » les actions relevant de l'axe n°5 du programme coordonné de financement des actions individuelles et collectives de prévention : soutien aux actions d'accompagnement des proches aidants des personnes âgées en situation de perte d'autonomie.

Afin de garantir sur tous les territoires le déploiement effectif de ces dispositifs de prévention et d'accompagnement et permettre la construction d'un tissu partenarial et d'une véritable dynamique d'animation, il apparaît nécessaire de prévoir la possibilité de poursuivre la prise en charge de frais d'ingénierie.

Ainsi, la présente note a pour objet de vous informer de l'éligibilité, à titre exceptionnel, des dépenses liées aux frais d'ingénierie des conférences au titre du concours « autres actions de prévention » 2020 dans la mesure où elles contribuent de façon décisive à la mise en œuvre des programmes de prévention et à l'installation des conférences des financeurs de l'habitat inclusif. Le plafond des dépenses qui peuvent être valorisées est majoré de 20 000 euros pour permettre l'élaboration d'une stratégie collective pour le soutien aux proches aidants.

Les conditions suivantes doivent être respectées :

- ces dépenses d'ingénierie ne pourront pas dépasser 10% des dépenses mandatées pour le financement des actions de prévention et de soutien aux proches aidants ;
- elles sont plafonnées à 80 000 € par an.

Pour mémoire, les dépenses d'ingénierie s'entendent des dépenses liées à la mobilisation d'une ressource en interne au conseil départemental (valorisation du temps dédié au fonctionnement de la conférence) et/ou en externe (recours à de la prestation externe) notamment réalisation d'un diagnostic partagé de l'offre et des besoins, conception du programme coordonné, pilotage des actions, suivi administratif et évaluation.

Le rapport d'activité 2020 de la conférence des financeurs devra préciser le montant du concours consacré à ces dépenses et leur utilisation précise.

Nous reviendrons vers vous, en ce qui concerne plus particulièrement l'accompagnement des aidants et l'importance de la définition d'une stratégie territoriale.